

LES NOUVELLES 31

Journal de la Fédération de Haute-Garonne du Parti Communiste Français - Prix 1,30 €

Macron, un bon président de droite

L'austérité assumée et aggravée, pour répondre aux exigences des marchés financiers

L'été 2017 marquera la volonté du nouveau président de la République d'imposer une cure d'austérité aggravée à l'ensemble des services publics du pays. Rien ne peut justifier une telle décision dont même le FMI ou de nombreux économistes reconnaissent, comme les économistes du PCF, au vu de l'exemple de l'Afrique ou de la Grèce, que ces coupes budgétaires drastiques dans les ministères ont un effet dévastateur sur la dynamique économique.

On a besoin de moins de gains pour la finance mais de plus d'investissements pour les services publics, de plus de travail pour moins de capital aux actionnaires.

L'épisode du budget des armées a monopolisé l'attention des médias avec la démission du chef d'État-Major mais qu'en est-il de la situation des Universités, des Hôpitaux, de l'Éducation Primaire et Secondaire, des Collectivités, des Ministères... Là aussi il y a eu, des cris d'alertes, des mobilisations mais le regard des médias ne se focalise pas sur ces sujets.

13 milliards d'économies annoncées comme objectif pour les collectivités territoriales, ce sont des centaines d'écoles en moins, des crèches laissées au privé ou à l'associatif, l'absence de gymnase, de piscines, d'aides aux associations, des dizaines de milliers de projets de solidarités et moins, 70000 emplois supprimés, la privatisation de services entiers. Nous connaissons bien cette logique à Toulouse où nous subissons les choix de la droite qui cherche à privatiser en permanence l'espace public ou alors à le dégrader pour l'abandonner.

Les marchés financiers, sur la sécurité sociale ou les retraites et la fin de vie, exigent que tout soit livré aux intérêts spéculatifs via la privatisation à terme. Attention, derrière la suppression de la TVA vient la volonté, toujours mise en échec ces dernières années, de ne plus laisser les moyens aux collectivités de répondre par des choix de services publics. Malgré les pressions, au vu des besoins, de par la proximité de la population avec les élus, du fait des mobilisations locales et malgré les injonctions de Bruxelles, les collectivités poursuivaient et développaient les services publics. Si Macron réussit, elles seront sous contrat avec l'État privées de tout moyen d'action budgétaire avec un objectif de casse

des services, pour emmener naturellement aux privatisations et/ou aux augmentations de tarif. Toulouse depuis 3 ans expérimente en grand cette logique.

La droite a gagné les élections, en fait avec Macron, la présidentielle et les législatives d'où les déchirures en son sein et la nomination d'un premier ministre de droite et d'un des cinq principaux dirigeants des Républicains à la tête du ministère de l'Économie. Jean Luc Moudenc est en phase avec cette situation lui qui a fait savoir qu'il avait refusé d'être ministre et qui se déclare, en espaçant les mots, « républicain constructif » et donc potentiellement du nouveau parti de droite qu'est la République en Marche.

Face au gouvernement de droite, un objectif politique immédiat, un parti communiste qui combat et qui agit pour un rassemblement à gauche face aux tenants du capitalisme. Les annonces récentes du gouvernement, qui en plein été, frappe le pays de mesures d'austérités, avance à la hussarde sur le Code du travail, doivent permettre rassemblement et unité.

Les communistes actifs depuis des mois, vont poursuivre leurs efforts pour donner à voir les véritables choix de Macron et de son gouvernement. Rien de nouveau sous le soleil pas de renouveau mais les vieilles recettes libérales et l'asservissement du pays aux diktats de la commission européenne et des marchés financiers.

Nous devons sur le Code du travail, sur le rapport Travail/Capital, sur la rentrée universitaire et scolaire, mobiliser le plus grand nombre pour faire face aux choix du gouvernement. Dans cet état d'esprit la journée d'action nationale du 12 septembre doit être pour nous un objectif prioritaire pour mobiliser le plus grand nombre. Il y aura à la suite la fête de l'Humanité à Paris et ses 500000 participants, d'autres mobilisations mais la journée du 12 sera très importante. Cette mobilisation nous invitons à la préparer en soutenant les organisations syndicales et avec la plus grande unité des partis politiques de gauche. Rassemblement et unité voilà l'état d'esprit des communistes pour cet été et pour la rentrée avec une détermination sans faille sur le besoin de socialisme, de communisme face aux brutalités du capitalisme.

PierreLacaze

Secrétaire départemental du PCF



Public Imprim
Midi-Pyrénées Impression

Création - Impression offset et numérique

Midi-Pyrénées Impression s'est associé à Public Imprim pour étoffer ses services

1, allée Marc Saint-Saën - BP 73657
31036 Toulouse cedex 1
Tél. 05 61 44 11 12
Fax 05 61 40 07 52

www.public-imprim.fr



Librairie de la Renaissance

1, allée Marc St-Saëns - BP 73657
31036 Toulouse - Cedex 01
Métro Basso-Cambo
Tél. 05 61 44 16 32 - Fax 05 62 14 10 07
librairie.renaissance@wanadoo.fr

la renaissance

Les nouvelles 31

Bimensuel départemental du Parti Communiste Français

1, allée Marc Saint-Saëns - 31100 Toulouse - Tél.: 05 61 31 61 31
E-mail : lesnouvelles31@orange.fr - Directeur de la publication: Boris Audigé
Gérant: Josette Suaral, Rédactrice en chef: Dominique Satgé
Comité de rédaction: Monique Durieu, Frédéric Mouchanot, Arnaud Dairné, Delphine Miquel, Martine Versey, Monique Marconis, Xavier Lambert, Théo Aubin, Photo: D.R.
CPPAP n°0920187131 - Dépôt légal, à parution
Imprimerie: Public Imprim Midi-Pyrénées Impression, 1, allée Marc St-Saëns 31100 Toulouse. Tél.: 05 61 44 11 12 - 966 500 084 R.C.S.Toulouse.
Service publicité: AMC - BP 73657-31036 Toulouse - Tél.: 05 61 44 54 12



JE CHOISIS UNE
VRAIE MUTUELLE

0 actionnaire
0 dividende
100% solidaire

Santé
Retraite
Prévoyance



mutami
Le lien solidaire

Agences

Mutuelle Santé

- 70 bd. Matabiau (métro Canal du Midi) - BP 7051
31069 Toulouse Cedex 7 - ☎ 05 62 73 33 40
- 56-58 rue Matabiau (métro Jeanne d'Arc) 31000 Toulouse - ☎ 05 34 66 60 40
- 10 passage du Ségala - 31770 Colomiers - ☎ 05 34 55 30 45

Centre Optique

- 70 bd. Matabiau (métro Canal du Midi) - BP 7051 - 31069 Toulouse Cedex 7 - ☎ 05 62 73 33 40
- 1 rue Lavigne - 31700 Blagnac - ☎ 05 34 60 63 25

Scannez-moi avec le lecteur de codes 2D de votre téléphone

www.mutami.fr



Qualité des soins assurés par la Mutuelle de la Santé - IF 5001700007

Inscriptions universitaires le système « à bout de souffle », c'est le libéralisme !

10 % des titulaires du baccalauréat 2017 sont aujourd'hui dans l'attente d'une inscription dans une formation supérieure. Dans l'attente, voire empêchés de s'engager dans des études universitaires auxquelles leur succès aux baccalauréats devrait leur ouvrir la voie, et leurs capacités la possibilité d'y réussir!

Voilà, au-delà des promesses électorales, la réponse que le libéralisme de Macron et du MEDEF apporte aux jeunes.

Certes le système d'affectation « APB » est inefficace. Mais c'est avant tout le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, celui des universités, dont l'insuffisance de plus en plus alarmante est dénoncée par l'ensemble des acteurs et usagers de l'ESR, qui devrait permettre de répondre aux aspirations des jeunes à la formation et au partage des connaissances. Des milliards d'euros sont dilapidés, détournés de la satisfaction des besoins sociaux, ainsi les milliards du Crédit Impôt Recherche, alors que tout projet d'avenir pour notre pays, pour notre monde, passera, on le sait, par le développement sans frein de la recherche, de la qualification et de la créativité des travailleurs et des citoyens.

Ce n'est pas l'objectif des politiques soumises au dogme de la baisse de la dépense publique! Tout au contraire, leur seul horizon est celui du malthusianisme et de la sélection sous toutes ses formes.

Si le tirage au sort suscite l'indignation, n'oublions ni l'impitoyable sélection sociale que cache (mal) l'éloge du « mérite » ni les processus de sélection de plus en plus précoces et insidieux auxquels ont recours les établissements, parfois au nom de la réussite des jeunes.

La réussite pour tous, voilà ce qui doit demeurer l'objectif de tous les progressistes. Plus de bacheliers, plus d'étudiants dans les universités, c'est une très bonne nouvelle, ce devrait être une promesse, un espoir, une dynamique de progrès social, culturel, scientifique.

Notre pays en a les moyens, tant par les richesses produites que par la qualité de son service public d'ESR et les talents de sa jeunesse.

Avec les jeunes, les étudiants, avec les enseignants et enseignants chercheurs, les communistes mettront toute leur énergie pour donner réalité à cette exigence.

Commission Enseignement supérieur recherche du PCF



L'été c'est fait pour les congés payés pas pour casser le code du travail



Casse du CDI, conditions de travail dégradées, baisse des salaires, licenciements facilités, instances du personnel affaiblies, voilà des conséquences des ordonnances programmées par Macron.

En marche vers la précarité généralisée

Avec le "contrat de chantier" ou de "Projet" le but est de sécuriser les employeurs qui s'assurent ainsi une main-d'œuvre garantie pour un temps, la clause de rupture étant inscrite dans le contrat. C'est une vieille lubie du Medef dont la branche construction navale a tenté de l'imposer "le temps de la construction d'un bateau". Les salariés déjà en situation de subordination seront corvéables.

Fusion de toutes les instances du personnel

Délégués du Personnel, du Comité d'Entreprise, du CHSCT, rassemblés dans une seule structure permettrait de réduire les actuelles capacités de défense des salariés, à réduire les "heures de délégation". Le projet Macron vise aussi les délais d'information/consultation et à revoir les conditions et modalités de recours à une expertise, pour contester un plan de licenciements par ex.

Élargir la négociation au niveau de l'entreprise

L'article 1, sur les 9, du projet de loi vise à « attribuer une place centrale à la négociation collective », notamment d'entreprise et à la consultation des salariés pour valider un accord, avec possibilité de référendum à l'initiative de l'employeur.

Pour mémoire, chez SMART, après le refus syndical, les salariés, pris un à un par la "DRH" avec au bout la menace du licenciement individuel, ont ratifié le passage à 39 heures payées 35!

Indemnités prud'homale plafonnées

Le projet Macron fixe un "référéntiel obligatoire" qui vise à sécuriser les employeurs. Ce dernier pourra même provisionner un budget licenciements.

Mystifier les salariés et la population

Réduire le coût du travail, sécuriser les employeurs face à des prud'hommes vindicatifs, tels sont les objectifs affichés. Or la réalité exposée par les entreprises elles-mêmes est différente.

Situation économique et manque de qualification représentent 55 % des "barrières à l'embauche".

C'est un service public, l'INSEE, qui ne le dit pas le PCF ou ses députés. On voit ainsi que l'argumentation Medef/Macron n'est que poudre aux yeux visant à renforcer le pouvoir de domination des employeurs et du capital financier qui se gavera encore plus.

Gâchis financiers: les riches toujours plus riches

Le 28 juin dernier, la revue "Challenges" publiait les résultats et l'évolution de la fortune des 10 Français les plus riches. Ce sont tous des chefs d'entreprise. Ces "10" possèdent 243,45 milliards d'Euros, en progression de 62,63 milliards sur 2015 soit + 25,72 % quand le PIB français a progressé de 1,1 %. Et votre salaire ou retraite?

Bref, les richesses produites par les salariés, dans les entreprises, sont massivement accaparées par les actionnaires, encore plus par les gros. On observe que le phénomène frappe aussi les PME. Mais à quel niveau plafonneraient les fortunes si l'ISF n'existait pas? Peut-être les députés "LRM" nous l'indiqueront-ils bientôt!



Les communistes souhaitent le maintien de l'EHPAD de Barbazan



Interpellation de Monsieur le député Joël Aviragnet.

L'EHPAD de Barbazan accueille 80 pensionnaires dont la plupart dépendent de l'aide sociale et rassemble un peu plus de 50 salariés. L'ONAC souhaite céder tous ses établissements. Les agences régionales de santé et les Conseils Départementaux sont chargés de trouver des repreneurs publics. La date limite a été fixée à la fin 2017 pour Barbazan.

interpellé sur cette situation lors de la Fête de l'Humanité, puis de nouveau fin juin par Pierre Lacaze et Corinne Marquerie, le président Méric a rappelé qu'il était

intervenu auprès de l'État pour une reprise publique de l'établissement et son maintien. A ce jour cela n'a pas abouti et les structures sollicitées ont refusé de reprendre l'établissement. Il s'est engagé à ce qu'une solution soit trouvée même si l'État se défaussait, avec, en dernier ressort, la possibilité d'une reprise par le secteur associatif.

En tant que responsables de la Section du PCF Comminges, nous avons également rencontré Patrice Rival, Jean Yves Duclos et Céline Laurenties, conseillers généraux des cantons de Luchon et Saint-Gaudens.

Ainsi avons-nous pu comprendre que:

- la question de la reprise de l'EHPAD de Barbazan n'a pas été mise à l'ordre du jour du conseil de surveillance de l'hôpital de Saint-Gaudens car l'établissement a un gros projet d'investissement de 20M et ne peut envisager un supplément de charges
- le CA de l'EHPAD de Boulogne s'est prononcé contre la reprise de Barbazan à l'unanimité car: les comptes de Barbazan affichent des déficits qui inquiètent les élus et le personnel, il faut envisager des travaux importants de remise aux normes. Par ailleurs dans les conditions posées par l'EHPAD de Boulogne, figure la création de lits Alzheimer sur laquelle l'ARS ne s'engage pas, malgré l'achat du terrain voisin à cet effet par la mairie de Barbazan.
- dernièrement, l'ONAC a sollicité de nouveau les élus de Boulogne. L'EHPAD de Boulogne ne ferme pas complètement la porte semble-t-il mais attend des engagements clairs.

Le 13 juillet nous avons aussi pu discuter avec le nouveau député, Joël Aviragnet conscient de l'urgence de la situation. Il a désormais sollicité la sous-préfète pour qu'elle organise une table ronde avec tous les acteurs: ONAC, ARS, CC, élus locaux, représentants des personnels, afin que chaque partenaire s'engage vraiment à la mesure de ses responsabilités.

Nous serons informés de la date et des conditions de la réunion.

Les communistes souhaitent le maintien de l'EHPAD de Barbazan, dans l'intérêt des salariés et des pensionnaires. Il faut absolument parvenir à un engagement pour le début septembre!



Rassemblement pour l'EHPAD

 CorinneMarquerie

Emmanuel Macron confirme l'austérité pour les collectivités

Deux axes ont dominé l'intervention prudente mais volontaire d'Emmanuel Macron, la volonté de poursuivre l'adaptation des territoires à la mondialisation libérale en lien avec la réforme de la taxe d'habitation et l'annonce d'une ponction sur cinq ans de 13 milliards sur les collectivités. Comment ne pas voir que l'incitation au regroupement prôné explicitement par E. Macron vise implicitement les communes et les départements ?

C'est un lourd danger pour la démocratie car ces deux institutions sont cruciales et pour le lien de proximité avec la population et pour le maintien et le développement des services publics. Depuis les lois Sarkozy poursuivies par F. Hollande, l'objectif est clair : accompagner la mondialisation de l'économie par la réforme institutionnelle.

Les règles de cette mondialisation doivent prévaloir : mise en concurrence des territoires, leur mise au service de « l'économie » c'est-à-dire des entreprises, rentabilité et productivité en matière de services publics. Le nouveau monde serait en fait la restauration de l'ancien, l'argent qui domine tout, régit tout, décide de tout, y compris en matière d'organisation des territoires.

La réforme de la taxe d'habitation qui fait couler beaucoup d'encre apparaît comme une arme au service de cette ambition de dérégulation institutionnelle. L'avantage fiscal apparaît fort limité et le flou demeure sur le nombre de per-

sonnes concernées.

Ce qui sera donné parcimonieusement d'une main sera repris massivement de l'autre : CSG, baisse du pouvoir d'achat et nouveaux frais liés à l'épuisement du service public. M. Macron a d'ailleurs bien confirmé que les fonctionnaires sont dans sa ligne de mire.

La remise en cause de la taxe d'habitation dont les sénatrices et sénateurs communistes prônent depuis longtemps une réforme en profondeur et le plan d'économies de 13 milliards sur le budget des collectivités portera un coup dur aux finances des collectivités locales, à leur autonomie reconnue par la Constitution. Cette cure d'austérité sur la mode des purges des médecins de Molière répond au dogme de la réduction des dépenses publiques sans se soucier le moins du monde de la satisfaction des besoins de la population.

Le nouveau monde de M. Macron et consorts ressemble donc beaucoup à une agression tous azimuts contre le modèle social français.

Christian Favier : « D'autres pistes d'économies existent »

Christian Favier, sénateur du Val-de-Marne (groupe CRC) regrette qu'« on nous ait vanté le changement » alors qu'on constate plutôt une « aggravation de la situation antérieure ».



Christian Favier président du conseil départemental Val de Marne.

Edouard Philippe a confirmé que 13 milliards d'euros d'économies seront demandés aux collectivités locales, « contre 11 milliards et demi lors du quinquennat précédent ».

Un effort considérable compte tenu du fait que « le poids des collectivités dans la dette publique représente moins de 10% » souligne le sénateur. Une des pistes d'économie, C'est l'évasion fiscale qui prive l'Etat de 80 millions d'euros par an de recettes supplémentaires. Si l'on s'attaque sérieusement à ces sujets, on pourrait permettre aux collectivités de pouvoir poursuivre leur mission de répondre aux besoins des populations.



Remboursement législatives 2017

Avec vous : Pour des Communistes acteurs du rassemblement,
Pour résister à la droite, au FN et lutter,

Souscription 2500€ par circonscription

Nom : Prénom :

Adresse :

E-mail : Montant : €

Chèque à l'ordre de : **ADF PC31 - BP 73657 - 31036 Toulouse Cedex 1**

Votre don, aussi modeste soit-il, contribuera efficacement à l'expression et à la prise d'initiatives du Parti communiste.

Dans ce combat politique du PCF, votre soutien est un élément déterminant.

Ce don vous donne droit à une réduction d'impôts de 66% du don dans la limite de 20% du revenu imposable.

Je verse
10, 20, 50 €...

Nom : Prénom :
Adresse :
Montant : €

2017, L'humain d'abord !

PCF

MEMBRE DU

FRONT DE GAUCHE

La Fête de l'Huma revient à la Courneuve du 15 au 17 septembre 2017

Au programme:

**Renaud,
Iggy Pop,
Trust,**

L'age d'or du rap français,
Les Ogres de Barbac
et Les Hurlements d'Leo...



LA MARQUE DE RECONNAISSANCE DE NOS PRODUITS

Sud
de
France

ENCHANTONS NOS COULEURS

L'Occitanie / Pyrénées-Méditerranée est une région haute en couleurs riche d'une infinité de talents, de savoir-faire audacieux et de saveurs authentiques. La marque Sud de France réunit et défend sous une seule et même bannière les innombrables producteurs et entreprises agricoles, agro-alimentaires et viticoles issues des 13 départements. Marque de reconnaissance, elle signe plus de 9000 produits et vins régionaux à découvrir et à adopter sur toutes les tables friandes de qualité. Marque de confiance et de respect, elle sélectionne pour vous le meilleur de nos saveurs, cultive l'éthique et élève les valeurs d'une région d'exception forte de ses différences.

sud-de-france.com

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ - WWW.MANGERBOUGER.FR

